



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France  
Service politiques et police de l'eau**

Paris, le 22 DEC. 2023

Département instruction loi sur l'eau  
Unité Marne Seine amont  
Affaire suivie par : Lionel COSANI  
Tél : 01 71 28 46 89  
Mél : lionel.cosani@developpement-durable.gouv.fr

Réf : LC / 2023 n°1701

Envoi par téléprocédure

Communauté d'agglomération Melun Val de Seine  
297 rue Rousseau Vaudran  
77190 DAMMARIE-LES-LYS

**Objet :** Dossier de déclaration au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement concernant le projet de réalisation d'une voie douce en bord de Seine à Melun et La Rochette (n° AIOT 0100030613).

**Décision**

Monsieur le Président,

Votre dossier de déclaration au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement concernant le projet de réalisation d'une voie douce en bord de Seine sur les communes de Melun et La Rochette a été enregistré au guichet unique numérique sous le numéro de dossier DIOTA-230920-104307-768-009 (n° AIOT 0100030613) le 20 septembre 2023. Un récépissé à déclaration automatique vous a été adressé le même jour, initiant le délai d'instruction et spécifiant le délai de 2 mois imparti à l'administration pour émettre une éventuelle opposition à la déclaration et pendant lequel vous ne pouvez pas commencer l'exécution des installations, ouvrages et travaux déclarés.

En réponse à ma demande de compléments du 5 octobre 2023 vous avez remis le 15 décembre 2023 une version du dossier de déclaration modifiée.

Après examen, votre dossier de déclaration s'avère complet et régulier et je vous informe que je ne compte pas faire opposition à cette déclaration. Dès lors, vous pouvez entreprendre la réalisation des installations, ouvrages et travaux projetés à compter de la réception de ce courrier.

Le projet relève des rubriques de la nomenclature figurant à l'article R. 214-1 du code de l'environnement suivantes .

Rubrique	Intitulé	Consistance	Arrêté des prescriptions générales
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	2 ouvrages à régulariser	Arrêté du 11 septembre 2003 NOR: DEVE0320170A

## Récépissé de déclaration

**Il vous est délivré un récépissé de déclaration suite au dépôt du complément de dossier de déclaration IOTA concernant le projet Realisation voie douce bord de Seine sur la commune principale MELUN 77000.**

**ATTENTION : CE RÉCÉPISSÉ ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N' AUTORISE PAS LE DÉMARRAGE IMMÉDIAT DES TRAVAUX**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU les schémas directeurs et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux mentionnés aux articles L. 212-1 et L. 212-3 potentiellement en cours de validité sur le périmètre du projet ;

VU le code général des collectivités territoriales;

VU le code civil, et notamment son article 640;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement transmis à l'administration et considéré complet en date du 15/12/2023, présenté par Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine , enregistré sous le n° **DIOTA-230920-104307-768-009** et relatif à Realisation voie douce bord de Seine ;

**Il est donné récépissé du dépôt de sa déclaration au déclarant suivant :**

**Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine**

297 rue Rousseau Vaudran

null

77190 DAMMARIE LES LYS

concernant :

**Realisation voie douce bord de Seine**

dont la réalisation est prévue à :

- MELUN 77000

- 77000 LA ROCHETTE

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement.

**Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA**

* Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet
2.1.5.0	2	Rejets d'eaux pluviales	1.047 ha	1.047 ha	D	
1.1.1.0		Sondage, forage	2	2	D	2 piézomètres d'étude

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés de prescriptions générales relatifs à ces rubriques disponibles sur le site internet [https://aida.ineris.fr/liste\\_documents/1/17940/1](https://aida.ineris.fr/liste_documents/1/17940/1)

**Le déclarant ne peut pas débuter les travaux avant le 14/02/2024** correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception des compléments du dossier durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par le préfet, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

**Si le projet est également soumis à déclaration d'intérêt général** au titre de l'article R.214-88 du code de l'environnement, le préfet dispose alors de 3 mois à compter de la réception par la préfecture du dossier de l'enquête pour s'opposer à la déclaration loi sur l'eau, en application de l'article R.214-95 du code de l'environnement.

**Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai**, il s'exposerait à une amende pour une contravention de cinquième classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par cinq conformément à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau compétent à l'échéance de ce délai, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé, ainsi que, le cas échéant, des prescriptions spécifiques imposées ou de la décision d'opposition seront alors adressées aux communes où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture concernée durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage en mairie et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le déclarant est invité à avertir le service de police de l'eau compétent de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la

construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans, ou dans un autre délai fixé par le préfet à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet compétent qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En application de l'article R. 214-40-2 du code de l'environnement, toute transmission du bénéfice de la déclaration à une autre personne que celle mentionnée au dossier de déclaration doit être déclarée par le nouveau bénéficiaire au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de son activité.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux et activités, objets de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

**La référence de votre dossier est : DIOTA-230920-104307-768-009**

**Le code postal du projet (commune principale) est : MELUN 77000**

**Cette référence et un numéro d'AIOT vous seront nécessaires pour déposer les éventuels compléments et pièces de procédure que sollicitera l'administration. Ce numéro d'AIOT vous sera transmis par l'administration en charge de l'instruction de votre dossier.**

#### **Votre avis nous intéresse**

Dans une logique d'amélioration continue, nous vous invitons à consacrer une ou deux minutes à répondre à ce [court sondage](#).

## **Récapitulatif**

### **Pièces jointes ajoutée(s), modifiée(s) et/ou supprimée(s)**

**2 - Déclarant(s)**

**Aucune pièce jointe n'a été ajoutée, modifiée ou supprimée.**

### 3 - Localisation

Parcelles : **Parcelles.csv** - **fichier ajouté.**

Géolocalisation du projet : **Localisation.zip** - **fichier ajouté.**

### 5 - Documents

Résumé non technique : **PresentationNonTechnique.pdf** - **fichier modifié.**

Document d'incidence ou étude d'impact : **Incidence.pdf** - **fichier modifié.**

Justificatif de maîtrise foncière : **JustificationFonciere.pdf** - **fichier modifié.**

### 6 - Plans

Fichier supplémentaire : **DLEMelun118519.zip** - **fichier modifié.**

## 1 - Démarche

Votre projet est-il également soumis à autorisation au titre de la nomenclature loi sur l'eau ? **Non**

Votre projet est-il soumis à évaluation environnementale ? **Non**

Votre projet est-il connexe à une ICPE ? **Non**

Nom du projet : **Realisation voie douce bord de Seine**

Numéro d'AIOT : **0100030613**

Numéro CASCADE : **Je ne connais pas mon numéro CASCADE**

Service instructeur coordonnateur en charge de votre dossier : **Je ne connais pas le service instructeur**

Cette démarche initiale DIOTA est-elle la première autorisation ou déclaration déposée sur le projet ? **Oui**

Conditions d'engagement du déclarant :

- **Je m'engage à ce que les fichiers déposés comprennent les informations réglementaires requises, dont les références sont rappelées pour chaque dépôt de fichier tout au long de la téléprocédure.**
- **Je m'engage à ne déposer aucun dossier contenant une ou plusieurs pièces confidentielles. Ce dossier doit être déposé directement au service instructeur coordonnateur.**
- **Je prends note que tous les plans réglementaires sont déposés en fin de la téléprocédure. (étape 6)**
- **Je reconnais avoir pris connaissance de l'ensemble des prescriptions générales applicables à mon projet**
- **En initiant le dépôt de mon dossier via la téléprocédure, je m'engage à déposer les compléments sur Service-public.fr**

## 2 - Déclarant(s)

Déclarant ou mandataire : **Mandataire**

N° SIRET : **50027497200016**

Organisme : **SOLER IDE**

Nom : **Coulon**

Prénom : **Antoine**

Fonction : **Hydrogéologue - Chef de projet**

Adresse email : **acoulon@soler-ide.fr**

Téléphone fixe : + **33 123456789**

Téléphone portable : + **33 679206103**

Mandat (Pièce jointe) : **00-Pouvoir au mandataire.pdf**

## **Déclarant ( Personne morale ) N° 1**

N° SIRET : **24770005700018**

Raison sociale : **Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine**

Forme Juridique : **EPCI**

### **Adresse en France**

**297 rue Rousseau Vaudran**

**77190 DAMMARIE LES LYS**

### **Signataire**

Nom : **Renaudin**

Prénom : **Elodie**

Qualité : **Direction**

Téléphone fixe : + **00000 123456789**

Téléphone portable : + **00000 614711176**

Adresse email : **elodie.renaudin@camvs.com**

### **Référent**

Nom : **Coulon**

Prénom : **Antoine**

Fonction : **Hydrogéologue**

Téléphone fixe : + **33 123456789**

Téléphone portable : + **33 679206103**

Adresse email : **acoulon@soler-ide.fr**

### **Adresse email d'échange avec l'administration**

Adresse email : **acoulon@soler-ide.fr**

## **3 - Localisation**

### **Adresse du projet**

Code postal et commune : **77000 MELUN**

Numéro et voie ou lieu dit : **Quai Maréchal Joffre**

## Géolocalisation du projet

X : **675191**

Y : **6825878**

Projection : **Lambert 93**

Autres communes concernées par le projet :

**- 77000 LA ROCHETTE**

Parcelles : **Parcelles.csv**

Géolocalisation du projet : **Localisation.zip**

## 4 - Activités

La déclaration est-elle une régularisation d'activité ? **Non**

Le projet se trouve-t-il dans le périmètre d'un ou plusieurs Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ? **Oui**

Quel(s) sont les SAGE concernés ? **Beauce**

### Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA

* Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet
2.1.5.0	2	Rejets d'eaux pluviales	1.047 ha	1.047 ha	D	
1.1.1.0		Sondage, forage	2	2	D	2 piézomètres d'étude

### Caractéristiques du projet

Le projet est-il un plan de gestion établi pour la réalisation d'une opération groupée d'entretien régulier d'un cours d'eau, canal ou plan d'eau ? **Non**

Le projet est-il une installation utilisant l'énergie hydraulique ? **Non**

## 5 - Documents

Résumé non technique : **PresentationNonTechnique.pdf**

Document d'incidence ou étude d'impact : **Incidence.pdf**

Évaluation des incidences Natura 2000 : **A11-Formulaire evaluation simpliffee SIGNATURE.pdf**

Justificatif de maîtrise foncière : **JustificationFonciere.pdf**

## 6 - Plans

Éléments graphiques, plans ou cartes du projet : **04-Compilation PLANS.pdf**

Fichier supplémentaire : **DLEMelun118519.zip**

Précisions : **Une modification a été réalisée sur le nombre de piézomètres à déclarant, seulement 2 ayant été implantés. Le DLE compilé entièrement a été placé dans "fichier supplémentaire" sous format ZIP.**